

COMMUNES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Maître d'ouvrage



**FONDS SOCIAL
DE L'HABITAT**

**MARCHE A BON DE COMMANDES DE REMISES EN ETAT
DES LOGEMENTS DES RESIDENCES**

CAHIERS DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Dossier consultation des entreprises/Dossier Marché

PIECE N°2

NOM DU PRESTATAIRE : XXX

FSH
BP 3887
98846 NOUMEA CEDEX
Tel. : 05.10.15
direction@fsh.nc

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX	4
1.2	FORME DU MARCHÉ : ENTREPRISE GÉNÉRALE OU GROUPEMENT SOLIDAIRE.....	4
1.3	TRANCHES ET LOTS	4
1.4	MAÎTRISE D'OUVRAGE	4
1.5	REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRISE, HABILITATION.....	5
1.6	RESILIATION DU MARCHÉ.....	5
1.6.1	<i>Après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :</i>	<i>5</i>
1.6.2	<i>Sans mise en demeure préalable, lorsque :</i>	<i>5</i>
1.6.3	<i>Interdiction</i>	<i>6</i>
1.6.4	<i>Pénalités</i>	<i>6</i>
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1	PIECES PARTICULIÈRES / DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
2.2	PIECES GÉNÉRALES	6
2.3	RECONDUCTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3	FORME ET MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES MARCHES	7
3.1	FORME DES BONS DE TRAVAUX.....	7
3.2	MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES BONS DE TRAVAUX.....	8
3.2.1	<i>Dispositions générales</i>	<i>8</i>
3.2.2	<i>Commande, suivi et contrôle des travaux</i>	<i>8</i>
3.2.3	<i>Validité d'un Bon de Travaux</i>	<i>8</i>
ARTICLE 4	ARTICLE 14 – MODIFICATION DE LA LISTE DES TITULAIRES	8
ARTICLE 5	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES.....	9
5.1	RÉPARTITION DES PAIEMENTS	9
5.2	CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES	9
5.2.1	<i>Établissement des prix</i>	<i>9</i>
5.2.2	<i>Déclenchement de la prestation</i>	<i>10</i>
5.2.1	<i>Réception de la prestation</i>	<i>11</i>
5.2.2	<i>Pénalités</i>	<i>11</i>
5.2.3	<i>Facturation des prestations.....</i>	<i>12</i>
5.3	VARIATION DES PRIX.....	13
5.3.1	<i>Modalités de révision des prix</i>	<i>13</i>
5.3.2	<i>Modalités de l'actualisation des prix</i>	<i>14</i>

ARTICLE 6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	14
6.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	14
6.2	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS...	14
6.2.1	<i>Caractéristiques - Qualités.....</i>	<i>14</i>
6.2.2	<i>Vérifications hors chantier.....</i>	<i>15</i>
6.2.3	<i>Essais complémentaires.....</i>	<i>15</i>
6.3	MESURES D'ORDRE SOCIAL	15
6.3.1	<i>Réglementation</i>	<i>15</i>
6.3.2	<i>Mesures sociales diverses.....</i>	<i>16</i>
6.4	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	16
6.4.1	<i>Fourniture d'eau et d'électricité :.....</i>	<i>16</i>
6.4.2	<i>Divers :</i>	<i>16</i>
6.4.3	<i>Nettoyage :.....</i>	<i>16</i>
6.4.4	<i>Dispositions particulières de circulation sur les voies publiques :</i>	<i>16</i>
6.4.5	<i>Protection des matériaux et ouvrages :.....</i>	<i>16</i>
6.4.6	<i>Dispositions particulières en matière de sécurité des travailleurs :.....</i>	<i>17</i>
6.4.7	<i>Dispositions particulières en matière de sécurité du public :</i>	<i>17</i>
ARTICLE 7	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	17
7.1	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	17
7.1.1	<i>Généralités :.....</i>	<i>17</i>
7.1.2	<i>Essais complémentaires :.....</i>	<i>17</i>
7.2	RECEPTION	18
7.3	ASSURANCES.....	18
7.3.1	<i>Assurance responsabilité civile professionnelle.....</i>	<i>18</i>
7.3.2	<i>Assurance responsabilité civile professionnelle décennale</i>	<i>19</i>
7.3.3	<i>Règlement des frais d'assurance</i>	<i>19</i>
ARTICLE 8	RESPECT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) ET CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	19
8.1	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
8.2	CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	20
ARTICLE 9	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21
9.1	DEROGATIONS AU CCAG	21
9.2	DEROGATIONS AU CCTG ET AUX NORMES FRANÇAISES HOMOLOGUEES	21
ARTICLE 10	MESURES COERCITIVES REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES	21
ARTICLE 11	TRIBUNAL COMPETENT	22

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du Marché - Emplacement des travaux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent **les marchés à bon de commande des remises en état des logements des résidences**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Le marché est conclu par la signature ou par l'acceptation écrite, par le maître de l'ouvrage de l'offre présentée par l'entrepreneur dans les conditions énoncées lors de la consultation, quel que soit le mode de celle-ci.

S'agissant de travaux en milieu occupé, toutes les précautions seront à prendre concernant la sécurité des résidents et la propreté du chantier y compris dans les logements le cas échéant. Lorsque cela est nécessaire, les prises de RDV et la communication auprès des locataires ainsi que le respect de ces derniers font partie intégrante des obligations de l'entreprise titulaire.

1.2 Forme du marché : Entreprise générale ou groupement solidaire

Le marché est conclu en entreprise seule ou avec un groupement d'entreprises solidaires composé de sous-traitants déclarés et comprend les travaux de remise en état des logements et toutes les sujétions de sécurisation, d'accessibilité, et disponibilités et les frais d'assurance responsabilité civile et éventuellement décennale.

Nota : Dans la suite du présent CCAP, la mention « mandataire » fera référence à l'entreprise mandataire du groupement et la mention « titulaire » fera référence au cotraitant concerné faisant partie du groupement et exécutant un ou plusieurs lots.

1.3 Tranches et lots

Les lots du présent marché sont les suivants :

N° Marché	Nom du marché	N° lot	Nom du lot
1	Les résidences du FSH/FCH	1.10	Peinture/platerie
		1.11	Nettoyage
		1.13	Electricité
		1.14	Plomberie
		1.15	Menuiserie extérieure et intérieure
		1.19	Revêtement de sols
		1.21	Tout corps d'état (TCE)

1.4 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par Le Fonds Social de l'Habitat.

1.5 Représentant de l'entreprise, habilitation

L'entrepreneur est tenu d'avoir un responsable sur le chantier en permanence. Ce dernier devra avoir les habilitations nécessaires pour prendre toutes décisions concernant le déroulement du chantier.

Les communications et notifications de l'entrepreneur au maître de l'ouvrage et du maître de l'ouvrage à l'entrepreneur se font dans les formes et délais prévus dans les documents particuliers du marché.

1.6 Résiliation du marché

Il est fait application de l'article 22 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) relatif aux travaux applicables aux marchés privés de travaux de bâtiment.

La résiliation pourra en outre être prononcée par le maître de l'ouvrage, par simple ordre de service, après mise en demeure effectuée conformément à l'article 21.1 du CCAG, en cas de non-respect par l'entreprise des engagements contractuels du marché.

En sus des cas prévus à la norme du CCAG relatif aux travaux applicables aux marchés privés précité, le maître d'ouvrage pourra résilier totalement ou partiellement le marché aux torts exclusifs du titulaire.

1.6.1 Après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

1.6.1.1 Inexécution ou exécution tardive

L'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles ou l'exécution tardive par le titulaire est de nature à compromettre la position (administrative et/ou financière) finale du maître de l'ouvrage dans la réalisation du projet ;

1.6.1.2 Législation – Réglementation

Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation notamment du travail ou des assurances ;

1.6.1.3 Contrôle

Le titulaire entrave le libre exercice du contrôle en cours d'exécution du contrat.

La mise en demeure devra être notifiée par écrit et envoyée en recommandé avec accusé de réception ou remise contre émargement au destinataire ou son représentant. Le titulaire disposera d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci pour présenter ses observations.

1.6.2 Sans mise en demeure préalable, lorsque :

1.6.2.1 Désengagement

Le titulaire déclare lui-même et par écrit ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer un cas de force majeure.

1.6.2.2 Fraude

Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux.

1.6.3 Interdiction

Postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

Dans tous les cas prévus aux paragraphes 10.1 et 10.2 supra, la décision de résiliation devra préciser que cette dernière est prononcée aux torts exclusifs du titulaire.

1.6.4 Pénalités

En complément de l'article 22 du CCAG relatif aux travaux applicables aux marchés privés de travaux de bâtiment, la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire entraînera une pénalité à la charge de ce dernier, d'un montant équivalent au minimum à 5% du montant du marché et au maximum à la plus-value liée à la conclusion de nouveaux contrats.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire du marché.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
--

2.1 Pièces particulières / Documents contractuels

Les pièces particulières sont énumérées dans l'article 4 de l'acte d'engagement.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'offre acceptée et ses annexes éventuelles ;
- Pièce n° 01, **l'acte d'engagement (AE)** ;
- Pièce n° 02, le **présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** ;
- Pièce n° 03, le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** ;
- Pièce n° 04, le **bordereau de prix unitaires (BPU)**.

En tout état de causes, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une erreur, modification ou omission au niveau des prix unitaires ou des documents d'appels d'offres pour dégager sa responsabilité ou justifier des travaux supplémentaires. Elle devra réaliser des ouvrages et/ou installations complètes et en parfait état de fonctionnement et conformes en tout point aux règles de l'art.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement, ils sont réputés connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces des marchés :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés privés de travaux de bâtiment faisant l'objet de la NF P03-001 du 20 octobre 2017,
- Le code de l'environnement de la province concernée,
- le code et les textes non codifiés du travail,
- les documents techniques unifiés (D.T.U), les cahiers des charges et règles de calcul, toutes les normes de sécurité applicables aux installations et/ou ouvrages objets du marché,

- l'ensemble des normes françaises de l'AFNOR et en particulier le cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés (Norme NF P03-001),
- les prescriptions de l'union technique de l'électricité (U.T.E),
- le répertoire des ensembles et éléments fabriqués du bâtiment (R.E.E.F),
- tous les lois, décrets, les arrêtés et circulaires administratives en vigueur et, notamment, les règlements de sécurité généraux et de sécurité incendie, le règlement sanitaire, les normes handicapés, le code du travail, code de l'environnement, charte chantier vert, etc... applicables en Nouvelle-Calédonie.

La réglementation des services techniques locaux et/ou nationaux (EEC, ENERCAL, CDE, OPT, Pompiers, etc...) et, en règle générale, tous les autres documents techniques approuvés notamment par décret un mois avant la date limite fixée pour la remise des offres.

2.3 Reconduction du marché

Dans le cas d'un accord des 2 parties concernant la reconduction du Contrat, le Prestataire devra fournir dans les 15 jours de la demande tel qu'exprimé ci-avant, les pièces permettant de vérifier que sa situation globale lui permet de garantir la poursuite de l'exécution du Contrat dans le respect de la législation en vigueur telles que :

- Attestation d'une assurance en responsabilité civile valide couvrant la nature de ses interventions qu'il devra maintenir à jour pendant toute la durée du Contrat.
- Preuves de sa situation régulière au regard de :
 - Ses obligations sociales (attestation CAFAT du dernier trimestre exigible),
 - Et fiscales (attestations fiscales en 3 volets de l'année en cours).
- Extrait de registre du commerce (=K Bis) attestant de la non-faillite des candidats datant de moins de trois mois à la date de remise par le Prestataire sauf pour les entreprises individuelles de moins de 10 salariés.

En cas de fourniture dans les délais des pièces demandées, les parties se rencontreront afin de dresser un état des lieux des premières années du Contrat. Le maître d'ouvrage pourra ensuite émettre un avenant de reconduction.

La non-atteinte des conditions fixées ci-dessus (incluant la transmission hors délai ou la non-transmission) pourra constituer pour le maître d'ouvrage des motifs de non-reconduction du Contrat.

Dans les 2 cas précités, le maître d'ouvrage signifiera au Prestataire la non-reconduction du Contrat avec envoi dans les 15 jours suivant la fin du délai d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette non-reconduction ne donnera lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 3 FORME ET MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES
--

3.1 Forme des bons de travaux

Les marchés conclus sur la base du marché seront fractionnés à Bons de Travaux (B.T.) par lot.

3.2 Modalités d'attribution des Bons de Travaux

3.2.1 Dispositions générales

Le présent marché comporte l'engagement pour le F.S.H. ou le F.C.H de consulter principalement les titulaires désignés pour la réalisation des prestations couvertes par ce marché.

Cette consultation, réalisée par mail ou téléphone, portera sur la disponibilité des entreprises.

3.2.2 Commande, suivi et contrôle des travaux

La commande des travaux se fera par l'intermédiaire de B.T. édités par le Maître de l'Ouvrage. Les B.T. seront expédiés par courriel. Ils préciseront entre autre :

- Le nom et les coordonnées du locataire ;
- Le lieu et l'adresse de l'intervention ;
- La date d'intervention programmée¹ ;
- La nature des travaux à réaliser ;
- Le montant des prestations conformément au B.P.U., ou au devis dans le cas de travaux particuliers (non définis dans les B.P.U.).

L'entrepreneur réalisera les travaux commandés à la date programmée. A défaut de pouvoir honorer la date d'intervention, l'entrepreneur devra en informer **le Maître de l'Ouvrage 48 heures avant** et convenir avec la personne en charge de la commande d'une nouvelle date en corrélation avec le type d'intervention (urgence ou non).

Pour tous les travaux, l'entrepreneur devra signaler sa présence auprès de la personne en charge de la commande. Les travaux seront suivis et contrôlés la personne qui commande.

L'exécution du marché et de chaque B.T., donnera lieu à évaluation de chacun des titulaires par le maître d'ouvrage.

3.2.3 Validité d'un Bon de Travaux

La durée de validité d'un B.T. est d'**un an** à partir de sa date d'émission. La commande de la prestation sera annulée dans la mesure où les travaux n'auront pas été effectués dans cette période de validité.

ARTICLE 4 ARTICLE 14 – MODIFICATION DE LA LISTE DES TITULAIRES
--

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder soit au lancement de marché à bon de commande complémentaire soit à la retenue d'un nouvel attributaire provenant de la liste des « suppléants » issue de l'appel à candidatures initial, s'il estime que le nombre des attributaires du marché est insuffisant pour assurer une réalisation efficace des prestations, soit à la suite de résiliation partielle, soit parce que le volume des prestations à réaliser a notablement augmenté.

¹ Pour les lots UNC, les prestations complètes devront être réalisées avant le 31 janvier de chaque année.

ARTICLE 5 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique le montant minimum et maximum par an des bons de commande à émettre respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, ou, à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

5.2.1 Établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis en tenant compte notamment des éléments suivants :

5.2.1.1 Phénomènes naturels

En considérant comme normalement prévisibles les phénomènes naturels indiqués lorsqu'ils n'atteignent pas les intensités limites ci-dessous :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
PLUIE	200 mm en 24 heures
VENT	204 km/h

5.2.1.2 Exécution simultanée d'ouvrages

En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages décrits au présent marché.

5.2.1.3 Exonération

Sans objet.

5.2.1.4 La Taxe générale à la consommation (T.G.C)

La taxe est calculée sur le montant Hors Taxe au taux en vigueur à la date de remise des factures.

Le taux normal applicable est de 6% pour les prestations de travaux conformément à l'article 4 de l'arrêté n°2017-209/GNC du 17 janvier 2017, relatif aux taux de la taxe générale sur la consommation.

5.2.1.5 Défaillances

En tenant compte des sujétions liées aux obligations de résultat du mandataire et du titulaire dans l'exécution de leurs prestations.

Ainsi, les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire ou du cotraitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

5.2.1.6 Sujétions liées à la limitation des nuisances

Il sera tenu compte des sujétions sur la limitation des nuisances sonores imposées par les communes. A défaut, l'entreprise pourra effectuer les travaux entre 6h et 18h du lundi au vendredi et interruption des travaux bruyants de 11h30 à 13h30 selon les arrêtés en vigueur.

Sont considérés, notamment, comme travaux bruyants : les tirs de mines, l'emploi de brise roches hydraulique ou pneumatique, les terrassements et l'évacuation de matériaux. Une dérogation pourrait être accordée pour réaliser les travaux bruyants entre 11H30 et 13H30 à l'exception des tirs de mine.

Les engins de chantier doivent respecter les règles définies par la réglementation à la date de leur mise en service.

Les compresseurs, les engins de forage et les groupes électrogènes doivent être conformes aux prescriptions des arrêtés du 12 mai 1997 et du 18 mars 2002 publié au JO le 3 mai 2002. Lorsque cela n'est pas incompatible avec leur fonctionnement, l'entreprise doit prévoir le capotage des matériels.

L'usage des appareils audio (poste radio, enceinte, etc...) est toléré. Le volume devra être réglé de manière à ne pas générer une gêne sur le chantier et ni dans le voisinage.

5.2.1.7 Notion de prix global

Le montant des prix globaux y compris toutes dépenses annexes et toutes sujétions, représente la valeur des fournitures et travaux d'installation en ordre de marche, tels que décrits dans les pièces du marché et conformément aux règles de l'art, ainsi que les frais de chantier. Cette notion de prix globale s'applique sur la fourniture en eau et tout moyen en alimentation électrique.

5.2.2 Déclenchement de la prestation

5.2.2.1 Emission du bon de commande

Chaque prestation ou ensemble de prestations sera exécutée à la suite de la réception, par l'entreprise titulaire ou du mandataire, d'un bon de commande émis par le maître d'ouvrage. Ce bon de commande sera transmis par voie électronique au titulaire du marché.

5.2.2.2 Commencement d'exécution des prestations

Chaque bon de commande précisera la date de commencement d'exécution de la (ou de l'ensemble des) prestation(s) demandée(s). A défaut de toute indication, la date de commencement d'exécution est fixée au jour d'envoi par le maître d'ouvrage du bon de commande.

5.2.2.3 Contenu de la prestation

Les prestations sont listées sur le bon de commande. Elles font référence aux prestations décrites dans la pièce n°4 – le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – et reprennent les prix unitaires de la pièce n°4 -le bordereau de prix (BPU).

Entre la date d'émission du bon de commande et celle du début d'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) le contenu de la prestation, la quantité prévue et par conséquent le prix prévu d'être payé. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le prestataire à la suite de ces modifications.

5.2.2.4 Obligation générale incombant au titulaire

Les prestations seront réalisées dans les règles de l'art. Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

5.2.2.5 Durée d'exécution de la commande

Chaque bon de commande précisera, selon la nature et l'importance des travaux prévus, la durée d'exécution de la prestation, ou de l'ensemble des prestations demandées. Le délai débute à partir de la date de commencement des travaux conformément aux dispositions de l'article du présent document.

5.2.2.6 Fréquence des prestations demandées.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les bons de commande pourront être émis durant toute la période annuelle d'exécution du marché.

5.2.1 Réception de la prestation

Le titulaire informera le maître d'ouvrage, par tout moyen écrit, de l'exécution complète et satisfaisante des prestations demandées dans le bon de commande.

Après réception du document, le maître d'ouvrage, contrôlera, par une visite contradictoire avec le prestataire, la bonne exécution des prestations, charge au titulaire, de s'assurer de la parfaite réalisation des tâches prévues.

Suite à cette visite, si des observations liées à l'exécution incomplète ou imparfaite des travaux demandés sont émises, elles seront directement transmises par écrit à l'entreprise en vue d'une intervention rectificative. Les prix initiaux demeureront inchangés.

Si de nouvelles interventions sont nécessaires, le titulaire devra systématiquement en aviser le maître d'ouvrage par tout moyen.

5.2.2 Pénalités

5.2.2.1 Pénalités pour retard d'exécution

Toute inexécution ou mauvaise exécution des prestations dans les délais spécifiques précisés dans chaque bon de commande et imputables au Prestataire donnera lieu à l'application d'une pénalité.

Les retenues pour pénalités par jour calendaire de retard seront forfaitaires. Elles sont fixées comme suit :

Nature des corps d'état	Montant de la pénalité journalière
Plomberie	2% du montant total prévu de chaque bon de commande
Electricité	
Menuiserie	
Peinture /platerie	
Nettoyage	
Revêtement de sol	
TCE	
TCE ou Nettoyage - UNC	1 000 F.CFP TTC par jour de retard à compter du 01 février

Le montant des pénalités facturable ne pourra dépasser 10% de la somme de la facture globale du prestataire.

5.2.2.2 Autres pénalités

Des pénalités seront automatiquement appliquées à l'entrepreneur dans les cas suivants :

A. Levées de réserves aux réceptions - états des lieux

Si l'entrepreneur n'a pas remédié dans les délais fixés, aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal de réception ou à l'état des lieux, des pénalités par jour calendaire de retard lui seront appliquées à hauteur de 1/10^{ème} du montant de la commande, jusqu'à la date à laquelle l'ensemble des réserves formulées aura été levé.

B. Sécurité, Hygiène et Signalisation générale du chantier

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier : 5 000 F CFP par jour calendaire.

C. Repliement des installations de chantier et remise en état

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Un jour avant la date de réception des travaux, l'entrepreneur aura procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Dans le cas contraire, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, sur simple constatation du Maître d'Ouvrage et une pénalité de 5000 F. CFP par jour de retard sera appliquée.

5.2.3 Facturation des prestations

5.2.3.1 Règlement des comptes

Dès réception des prestations, le titulaire transmettra sa facture conformément aux bons de commande à l'adresse courriel du service comptabilité avec en copie le service concerné.

Les factures afférentes à chaque bon de commande seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du maître d'ouvrage ;
- le nom et l'adresse et les coordonnées de l'entreprise,
- les références du maître d'ouvrage du marché de l'entreprise : N° B.T. ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le montant des prestations exécutées tels que mentionné dans le B.T. ;
- Les mentions réglementaires concernant l'application de la taxe générale (franchise en base, taux...)

Ces factures doivent obligatoirement reprendre les postes de prix et les quantités de la commande et les pénalités éventuelles.

Toute facture non-conforme aux dispositions ci-dessus mentionnées sera automatiquement rejetée.

5.2.3.2 Conditions de validité de la facturation

- Rappeler le n° du B.T. sur les factures et correspondances ;
- Ne facturer que la prestation correspondant à ce B.T. ;

- Indiquer s'il s'agit d'une facturation partielle ou totale du B.T. ;
- Ne facturer qu'un B.T. par facture, sauf en cas de bon de travaux complémentaire ;
- PV de réception, le cas échéant.

5.2.3.3 Groupement solidaire

La signature du projet de facturation par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

5.2.3.4 Sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire indique dans sa facture la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme ne tient pas compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas accepter le sous-traitant proposé par l'entrepreneur titulaire.

5.2.3.5 Ouvrage et prestations non prévus au marché

Pour les travaux non prévus au marché, l'entrepreneur pourra les réaliser après réception de la validation du devis en conséquence par le maître d'ouvrage (mention « bon pour accord »).

Dans tous les cas les travaux non prévus au marché devront faire l'objet d'une facturation distincte.

5.2.3.6 Délais de paiement

Les paiements seront effectués par virement bancaire sous 30 jours fin de mois à réception de la facture acceptée.

5.3 Variation des prix

Les prix sont fermes, révisibles annuellement à la date anniversaire du marché sur demande écrite du Prestataire. Cette demande devra être formulée au moins 60 (soixante) jours avant la date anniversaire. Passé ce délai, la demande ne pourra aboutir.

5.3.1 Modalités de révision des prix

En concertation avec les parties, le montant du Contrat pourra être révisé selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times K$$

$$K = 0,75 \times \left(\frac{BT}{BT_0} \right) + 0,25$$

Avec P = prix actualisé

P_0 = prix initial

K = coefficient de révision

BT = Index du bâtiment du lot concerné à la date anniversaire, publié par l'ISEE

BT_o = Index du bâtiment du lot concerné à la date initiale (démarrage du marché), publié par l'ISEE

N° lot	Nom du lot	Index BT	Nom de l'index bâtiment
10	Peinture/platerie	BT10	Peinture bâtiment
11	Nettoyage	SAL	Taux horaire SMG
13	Electricité	BT13	Electricité
14	Plomberie	BT14	Plomberie
15	Menuiserie extérieure et intérieure	BT15	Menuiserie aluminium
19	Revêtement de sols	BT19	Revêtement sols et murs en carrelage
21	Tout corps d'état (TCE)	BT 21	Tous travaux confondus

5.3.2 Modalités de l'actualisation des prix

Les prix ne font pas l'objet d'une actualisation.

ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.2.1 Caractéristiques - Qualités

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Il est précisé que la référence aux normes est utilisée pour définir un objectif de qualité à atteindre.

Les matériaux, produits ou composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et aux prescriptions des normes françaises homologuées, les normes applicables étant celles qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini à l'acte d'engagement.

Si des matériaux, produits ou composants de construction pour lesquels il existe des normes françaises homologuées ne portent pas la marque NF de conformité aux normes, l'entrepreneur pourra être autorisé à les utiliser s'il a justifié de leur conformité aux prescriptions des normes.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction d'origine étrangère, le maître d'ouvrage peut accepter des différences de détail par rapport aux prescriptions des normes françaises ; il précise alors les conditions de réception de ces matériaux, produits ou composants, ainsi que, le cas échéant, les réfections ou prix nouveaux correspondants.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire agréé par la personne responsable du marché. Les transports et essais sont à la charge de l'entreprise. Il est expressément convenu que les dates de ces essais devront être programmées d'un commun accord avec le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra avant toute mise en œuvre, et de sa propre initiative, soumettre les échantillons des produits ou composants utilisés à l'agrément du maître d'ouvrage. Il est tenu de les conserver dans le bureau de chantier pendant toute la durée des travaux.

6.2.2 Vérifications hors chantier

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'ouvrage.

6.2.3 Essais complémentaires

Le Maître de l'Ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par les CCTP :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

Au cas où le résultat de ces contrôles ou de ces essais ne serait pas satisfaisant, ils seront à la charge de l'entrepreneur.

6.3 Mesures d'ordre social

6.3.1 Réglementation

Conformément à l'article 5 du CCAG relatif aux travaux faisant l'objet de marchés privés aux travaux de bâtiment, l'entrepreneur doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents et observer strictement les règlements et consignes fixés par le code du travail de la Nouvelle Calédonie.

En dérogation à l'article 21.1 du CCAG, si le titulaire ne respecte pas la réglementation, le maître de l'ouvrage le met en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai qui peut être inférieur à 15 jours.

6.3.2 Mesures sociales diverses

La proportion maximale des ouvriers étrangers, par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier, est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

6.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

6.4.1 Fourniture d'eau et d'électricité :

La fourniture de l'eau et de l'électricité nécessaires au chantier est à la charge de l'entreprise attributaire, sauf dérogation spécifique du maître d'ouvrage.

L'entreprise titulaire de chaque lot prendra toutes les dispositions qui s'imposent pour pourvoir à l'alimentation en eau et en électricité du chantier (groupe électrogène, cuves à eau, etc...).

Les entreprises intervenant sur site seront tenues de ne pas utiliser les bornes incendie, robinets d'incendie armés ou tout dispositif de sécurité incendie.

6.4.2 Divers :

Divers balisages et protections doivent être prévus pour protéger et signaler les travaux présentant des dangers pour le personnel et les usagers. Ces balisages et protections sont à la charge de l'entreprise à l'origine du danger.

Les limites du chantier devront être pourvues des équipements nécessaires à l'avertissement (signalétique) et à la sécurité du public (renfort, complément ou ajout de clôture) et des résidents.

6.4.3 Nettoyage :

L'entreprise titulaire prend à sa charge le nettoyage de toutes salissures issues de son intervention. Les travaux étant réalisés en site occupé, il est impératif de respecter les lieux et les résidents. Aucun déchet ne devra être laissé sur les parties communes.

L'entreprise se doit d'évacuer tous ses déchets quotidiennement en fin de journée. Les lieux de dépôts d'ordures ménagères et/ou d'encombrants ne doivent en aucun cas être utilisés par l'entreprise. Ces espaces sont exclusivement réservés aux résidents.

6.4.4 Dispositions particulières de circulation sur les voies publiques :

Il est rappelé que toutes les entreprises doivent se conformer aux prescriptions du code de la route de Nouvelle-Calédonie notamment celles concernant le poids total autorisé en charge des véhicules, et ce, afin de ne pas détériorer les chaussées publiques et privées.

6.4.5 Protection des matériaux et ouvrages :

L'entrepreneur doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir, notamment du fait des intempéries.

Il doit réparer ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât, sauf sans recours éventuel contre le tiers responsable, le maître de l'ouvrage restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses de ce chef.

6.4.6 Dispositions particulières en matière de sécurité des travailleurs :

L'entrepreneur titulaire devra tous les ouvrages nécessaires à la sécurité des travailleurs et des résidents dans les sites occupés.

- Installation des dispositifs de protection collective sur le chantier ainsi que leur entretien, leur remise en état et leur démontage. Les protections individuelles étant à la charge de chaque entrepreneur.
- Pour le contrôle de certains ouvrages difficilement accessibles ou d'accès limité (toiture, façade etc...) l'entrepreneur doit la mise à disposition des moyens d'accès en toute sécurité, quel que soit leur nature, ainsi que les EPI nécessaires.

Il est rappelé de manière générale que l'entrepreneur qui négligerait ses obligations vis-à-vis de la sécurité du public en toutes circonstances engage sa responsabilité pénale sur le fondement du délit de "mise en danger de la vie d'autrui" prévu par le Code Pénal.

Pour exemple, dès qu'une alerte pré-cyclonique est annoncée, l'entrepreneur est tenu de procéder au nettoyage du chantier (objets pouvant être emportés par le vent), à la consolidation et à la stabilisation des ouvrages et des installations de chantier (clôtures, haubaner la grue etc....), de manière que le chantier et ses alentours soient en situation de sécurité.

6.4.7 Dispositions particulières en matière de sécurité du public :

Etant en site occupé, l'entrepreneur titulaire devra tous les ouvrages nécessaires à la sécurité du public. Il est rappelé de manière générale que l'entrepreneur qui négligerait ses obligations vis-à-vis de la sécurité du public en toutes circonstances engage sa responsabilité pénale sur le fondement du délit de "mise en danger de la vie d'autrui" prévu par le Code Pénal.

Il devra être pris en compte la possibilité de publics fragiles (personnes à mobilité réduite, personnes mal ou non voyantes, personnes mal ou non entendant, ...). Si des dispositions physiques ne sont pas réalisables, l'entrepreneur devra prévoir du personnel dédié à cette gestion.

ARTICLE 7 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX
--

7.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

7.1.1 Généralités :

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTP seront réalisés par l'entrepreneur ou tout organisme dûment agréé par la Maîtrise d'ouvrage. Tous les frais en découlant seront à la charge de l'entrepreneur (y compris transport des échantillons).

7.1.2 Essais complémentaires :

Il est fait application de l'article 15.3.2 du CCAG applicable aux marchés privés de travaux de bâtiment.

- des essais, mise en eau, électricité ou épreuves supplémentaires, non prescrits par le cahier des clauses spéciales ou par les documents particuliers du marché, peuvent être exigés par le maître d'ouvrage.
- des essais, mise en eau, électricité ou épreuves doivent être effectués conformément aux dispositions des cahiers des clauses techniques et cahiers des charges, des normes françaises ou DTU ou arrêté d'un commun accord.
- le coût de ces essais ou épreuves sera supporté par le maître de l'ouvrage ou par l'entrepreneur suivant que leurs résultats sont ou non favorables à l'entrepreneur.

7.2 Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fait application des dispositions de l'article 17 du C.C.A.G applicable aux marchés privés de travaux de bâtiment.

Il est cependant rappelé qu'en cas de réserves de nature à empêcher l'utilisation immédiate du bâtiment (réserves sur la sécurité, ou qui rendent le bâtiment impropre à sa destination), le maître d'ouvrage pourra, conformément au CCAG, refuser la réception.

A cet égard, le maître d'ouvrage reste seul juge pour apprécier si lesdites réserves l'empêchent effectivement de prendre possession du bâtiment et de l'utiliser conformément à sa destination.

En cas de réception avec des réserves et en dérogation à l'article 17.2.5.2 du CCAG, l'entrepreneur dispose, sauf commun accord, d'un délai maximum de 2 jours à compter de la date de réception, pour lever les réserves.

7.3 Assurances

7.3.1 Assurance responsabilité civile professionnelle

L'entrepreneur doit être assuré pour les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, y compris le maître de l'ouvrage du fait de ses activités exercées sur le chantier.

L'entrepreneur doit, à la première demande, faire la preuve qu'il est assuré pour ces risques.

L'entrepreneur doit vérifier que son sous-traitant justifie d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, y compris au maître de l'ouvrage, de fait de ses activités exercées sur le chantier.

Préalablement à la notification du marché ou durant la période de préparation de chantier et jusqu'à la fin du parfait achèvement et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ou le mandataire, les cotraitants ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers y compris le maître de l'ouvrage en cas d'accidents ou de dommages causés ou du fait de ses activités exercées sur le chantier par l'exécution des travaux et couvrant la ou les activités concernées par le présent marché.

Dans le cas où l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle ne couvre pas la durée complète du marché y compris la période de parfait achèvement, l'entrepreneur devra fournir l'actualisation de ses justificatifs au plus tard à l'échéance de validité de l'attestation précédente.

Après mise en demeure restée sans effet, la non-fourniture des attestations citées ci-dessus dans le délai prescrit par ladite mise en demeure fera obstacle à tout paiement d'acompte.

7.3.2 Assurance responsabilité civile professionnelle décennale

Dès lors que les travaux touchent à l'étanchéité, à la structure de l'ouvrage, l'assurance responsabilité civile décennale, résultant de l'article Lp.241-1 du code des assurances de la Nouvelle-Calédonie, est obligatoire (par exemple, les ravalements, les travaux de gros œuvre, de toitures, Les travaux de menuiserie extérieurs, de plomberie et d'électricité sont obligatoirement assurés par cette assurance décennale dès lors qu'ils touchent aux structures de l'édifice ou à l'étanchéité du clos et du couvert.

L'assurance de responsabilité décennale L'assurance de responsabilité décennale concerne les personnes physiques ou morales impliquées dans l'acte de construire et dont la présomption de responsabilité peut être engagée sur le fondement de l'article 1792 du code civil applicable en Nouvelle-Calédonie qui précise: "si l'édifice construit à prix fait, péricule en tout ou partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables pendant dix ans."

Elle couvrira jusqu'à concurrence du montant total des travaux, les responsabilités qui peuvent incomber aux constructeurs, conformément aux dispositions légales.

Le marché pourra être résilié par anticipation et de plein droit, après mise en demeure restée infructueuse, dans les cas suivants :

Le fait de contrevenir à l'obligation d'assurance de l'article Lp.241-1. Dans ce cas les contrevenants s'exposent également à la peine d'amende d'un montant de 8.500.000 FCFP prévue à l'article Lp.243-13 du code des assurances de Nouvelle-Calédonie

7.3.3 Règlement des frais d'assurance

Les frais d'assurance responsabilité civile sont réputés être inclus dans les prix du marché et devront être fournis pendant toute la période du chantier y compris la période de parfait achèvement.

ARTICLE 8 RESPECT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) ET CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

8.1 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement pour le compte du maître d'ouvrage, pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;

- les obligations du maître d'ouvrage et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

8.2 Clause de confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le maître d'ouvrage aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

ARTICLE 9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

9.1 Dérogations au CCAG

Outres les dérogations explicitement mentionnées aux différents articles du CCAP, il est en outre fait application des dérogations ci-dessous mentionnées :

- les dispositions prévues à l'article 20.6 et relatives aux intérêts moratoires ne sont pas applicables au marché ;
- l'article 4.4 du présent CCAP déroge à l'article 9.5 du CCAG, le montant des pénalités pour retard d'exécution dans l'achèvement des travaux est fixé forfaitairement à 1/1000ème de l'ensemble du marché HT par jour calendaire de retard ;
- l'article 4.8.8 du présent CCAP déroge à l'article 9.5 du CCAG, les pénalités ne sont pas plafonnées ;
- l'article 7.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 21.1 du CCAG, le délai de l'entrepreneur de satisfaire à ses obligations après mise en demeure, peut être inférieur à 15 jours ;
- l'article 8.2 déroge à l'article 17.2.5.2 du CCAG, en cas de réception avec des réserves l'entrepreneur dispose, sauf commun accord, d'un délai maximum de 15 jours à compter de la date de réception, pour lever les réserves ;
- l'article 8.4.1 du présent CCAP déroge à l'article 18.4 du CCAG, à dater de la notification des désordres par le maître de l'ouvrage, l'entrepreneur dispose d'un délai de dix jours pour y remédier.

9.2 Dérogations au CCTG et aux normes françaises homologuées

Les éventuelles dérogations aux textes techniques sont mentionnées au CCTP.

ARTICLE 10 MESURES COERCITIVES REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES

En cas de décès, incapacité physique durable, règlement judiciaire, liquidation des biens de l'Entrepreneur, une résiliation du marché pourra être engagée dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Durant la période d'exécution du marché, ce dernier pourra être résilié en cas de manquement répété. Le constat de la rupture du marché se fera par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux bons de commande, le Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par courrier RAR. Ce délai, sauf cas d'urgence, n'est pas inférieur à 5 jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions de la mise en demeure, le marché pourra être résilié par courrier RAR, sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 11 TRIBUNAL COMPETENT

Les litiges qui n'auront pas pu être réglés par arbitrage amiable seront portés devant le tribunal compétent de NOUMEA.

Fait à _____ , le _____

LE TITULAIRE

Le nom de la personne ayant apposé sa signature est reproduite en lettres capitales précédé de la mention manuscrite : « **LU ET ACCEPTE** »

LE MAITRE D'OUVRAGE